

Seules ces mesures pourront être avantageuses pour le Canada. Nous verrons alors si les plans du Gouvernement apportent une véritable solution aux graves problèmes de l'heure.

Dans le discours du trône, je relève ce qui suit:

L'assistance mutuelle pour les populations plongées dans le dénuement. Personne ne s'oppose à une telle initiative. Que le Gouvernement présente la mesure à ce sujet.

L'expansion du commerce mondial. Tous les gens sérieux ne peuvent que l'appuyer. Que le Gouvernement présente une mesure en ce sens, plutôt que de faire une simple promesse.

La sécurité nationale et une paix durable fondée sur la coopération internationale. Ce sont là de grands mots qui sont devenus des lieux communs pour avoir été trop souvent répétés. Il n'est personne au monde qui ne souhaite ardemment ces bienfaits. Que le Gouvernement présente un projet de loi à ce sujet.

Un minimum national de sécurité sociale, de l'emploi pour tous, de meilleurs normes d'alimentation, de logements suffisants et d'assurance sociale contre le chômage, les accidents, la maladie, la vieillesse et la mort du gagne-pain? Pourquoi le Gouvernement a-t-il attendu huit ans avant de présenter ces mesures? Personne ne contredit à ces principes. Qu'on présente des projets de loi.

Le rétablissement et la réintégration des anciens combattants dans la vie civile? La transformation de l'économie du temps de guerre à l'économie du temps de paix, l'assurance contre les risques sociaux et industriels? Au lieu de ne nous servir que des mots, qu'on nous fasse part de projets concrets. Tout plan approprié sera favorablement accueilli de tous.

Des gratifications aux combattants! Assurément et aussitôt que le permettra notre régime parlementaire. Lorsque le temps viendra, penchons plutôt du côté de la générosité. Des modifications fiscales! Le Gouvernement actuel ne semble capable de modifier les impôts que dans un sens, celui de la hausse générale qui a conduit aux nombreuses absences volontaires du travail, même au moment où, plus que jamais, notre production doit être portée à son maximum.

Développement de notre service de commissaires du commerce! Avez tardif d'une lacune passée. Des travaux de recherches! Le dossier du Gouvernement sur ce point ne témoigne que d'occasions perdues.

Des plans de logement! L'assurance-santé! Depuis combien de temps les a-t-on promis? Maintenant que voici une année d'élections, on ressuscite ces promesses. Qu'on nous soumette des mesures législatives.

[M. Graydon.]

Des pensions de vieillesse plus généreuses! Certes, nous en sommes, mais le repentir du Gouvernement en une année d'élection ne nous inspire guère confiance.

Un minimum de bien-être pour les enfants au moyen d'allocations familiales! Après avoir eu pendant vingt ans l'occasion d'établir ces allocations voici que le Gouvernement, touchant à son terme, s'efforce avant les élections de gagner des votes. Le soin, la santé et la formation des enfants nous posent un problème et c'est un problème que nous devons résoudre sans retard. Cependant, nous ne saurions dire, avant que le Gouvernement ait présenté ses mesures, si oui ou non, le noble but qu'on envisage pour la nation sera atteint. Qu'on nous soumette le projet de loi immédiatement.

Des prix minima pour les produits agricoles! En cela, comme sous d'autres rapports, le Gouvernement sera jugé à ses actes, et non à ses promesses. Pas avant la cinquième année de guerre a-t-il même songé à accorder à l'agriculture un traitement équitable. Longtemps après son arrivée au pouvoir, il avait laissé plusieurs prix agricoles à moins de la moitié de leur niveau actuel. Que penseront les producteurs de blé qui ont obtenu au plus 60 c. le boisseau pour leur blé, et les éleveurs, qui ont souffert également, et les producteurs laitiers, qui produisaient à perte du fromage, du beurre, du lait et des œufs? Que penseront-ils d'un gouvernement qui a attendu huit ans avant de suggérer un prix minimum, et cela après que notre parti l'eût proposé? Pendant la durée d'office de ce gouvernement, presque toutes les denrées agricoles ont été vendues à moins de la moitié du prix actuel. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas parlé de prix minimum avant d'être menacé d'une défaite?

Si nous nous en prenons au Gouvernement à ce propos, c'est que, depuis huit ans, il n'a pas proposé assez de mesures progressives dans le domaine social, agricole ou ouvrier; et ces déclarations *in extremis*, il les prononce maintenant, à la veille d'une élection.

Je ne conteste nullement les principes généraux de ce programme attendu depuis longtemps et annoncé par le Gouvernement dans le discours du trône; je proteste plutôt contre certaines omissions d'un caractère grave, et voilà pourquoi, appuyé par l'honorable député de Lake-Centre (M. Diefenbaker), je propose l'amendement suivant:

Nous désirons exprimer respectueusement à Votre Excellence le regret que vos conseillers n'aient pas jugé à propos:

a) de prendre les dispositions indispensables pour remplir les promesses déjà faites afin de répondre aux besoins et de pourvoir à l'embauchage des hommes et des femmes des forces armées lors de leur démobilisation;